

Afrique du Sud : l'éolien menace les réserves

L'implantation d'éoliennes trop près des parcs naturels du Cap-Oriental pèse sur la biodiversité et le tourisme

REPORTAGE

MAKHANDA (AFRIQUE DU SUD) -
envoyée spéciale

Un matin de mars, Chris Hutton a reçu l'appel qu'il redoutait. Ses gars signalaient une brèche dans la clôture de la réserve. Des braconniers, à coup sûr. Quarante-cinq minutes plus tard, l'équipe découvrait trois rhinocéros agenouillés au sol. Une mère et ses deux petits. Morts. La peau percée de gros calibre, la face arrachée, leurs cornes dérobées. « Tu vois ce collier ? Il était couvert de sang », lâche un ranger écœuré en montrant une balise. « Ça a été brutal, ils ont découpé le crâne à la hache », complète Chris.

A 36 ans, le responsable de l'unité de lutte contre le braconnage de la réserve privée de Lalibela, en Afrique du Sud, est chargé d'une mission dantesque : protéger plus de 20 000 hectares de terres sauvages aux avant-postes d'un nouveau front dans la « guerre des rhinos » qui secoue le pays. Après avoir décimé par milliers les populations du parc national Kruger, au nord, les braconniers s'attaquent aux réserves privées du sud du pays.

Dans la province du Cap-Oriental, seize rhinocéros ont été abattus depuis le début de l'année. Du jamais-vu ici. Face à l'ennemi expérimenté et suréquipé, livrer bataille coûte plus de 200 000 euros par an à Lalibela. Une défense financée grâce à l'écotourisme. Mais la réserve et ses voisines craignent que ces revenus s'effondrent en raison d'une autre menace grandissante : celle de la vingtaine de parcs éoliens en projet à leurs portes. Six ont déjà été construits.

Regroupées au sein de l'association Indalo, créée en 2018, une dizaine de réserves privées installées dans ce coin de la province la plus pauvre du pays, jusque-là largement destinée au tourisme de la vie sauvage, dénoncent un assaut contre la biodiversité. Les projets sont répartis sur une zone de 10 000 km² – un peu plus que la Corse. Le plus symbolique, porté par Engie, s'approche à 5 kilomètres de l'un des plus grands parcs naturels du pays.

Grave crise énergétique

« On n'est pas contre les éoliennes, on se bat simplement pour qu'elles ne soient pas construites au mauvais endroit », explique Joe Cloete. Directeur de la réserve de Shamwari, il est l'un des membres fondateurs du collectif Indalo. A une heure de route de Port Elizabeth, cinquième ville d'Afrique du Sud, Shamwari est la réserve la plus luxueuse de la région. Comptez jusqu'à 800 euros par nuit et par personne pour vivre un safari de rêve, game drive et repas avec vue sur les girafes inclus.

Les fondateurs ont investi plus de 15 millions d'euros pour réintroduire les espèces sauvages les plus iconiques du pays sur ces terres longtemps consacrées à l'agri-

culture. Trente ans plus tard, le projet est vu comme l'une des plus belles réussites sud-africaines en matière de conservation. « Nos clients viennent de France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni. Pourquoi viendraient-ils ici pour voir des éoliennes quand ils peuvent aller au Botswana ? », s'inquiète Joe Cloete, qui souligne : « Sans touristes, pas de réserves, pas de rhinocéros, pas de vautours. »

Sa voix peine à se faire entendre dans un pays en proie à une grave crise énergétique. Plongée dans le noir jusqu'à dix heures par jour, l'Afrique du Sud cherche désespérément à doper sa production électrique. « Nos vieilles centrales craquent de tous les côtés faute de maintenance. On fait face à un risque réel d'effondrement du réseau si l'on ne corrige pas le tir très vite, analyse Dave Bryant, membre du comité parlementaire sur l'environnement pour le compte de l'Alliance démocratique, principal parti d'opposition. Le pays cherche à augmenter la production énergétique par tous les moyens et le Cap-Oriental est une zone à très fort potentiel éolien. »

A quel prix ? Engie a obtenu l'autorisation du ministère de l'environnement du pays de construire jusqu'à quarante éoliennes aux portes du parc national des éléphants d'Addo. « Addo est le troisième parc du pays par sa su-

perficie, c'est la pierre angulaire de tout notre écosystème. Vous iriez mettre des éoliennes à côté du château de Versailles, vous ? », interpellé Graeme Rushmere. Référent du collectif de réserves privées pour les éoliennes, il estime que le projet menace à la fois la biodiversité du parc et la réputation de la région en matière d'écotourisme.

Sur les pistes fauves de la réserve nationale, deux guides désignent les points de vue menacés par les éoliennes du projet Bayview. Au détour d'une boucle, qui surplombe les alentours, la voiture s'arrête : « Vous voyez l'horizon ? Il sera rempli d'éoliennes... Tous mes clients veulent faire des photos ici au coucher de soleil. A quoi ça va ressembler avec des lampes rouges qui clignotent ? Un sapin de Noël ? », ironise Jeni Smithies, guide dans le parc depuis 2006.

Conséquences sur le tourisme

Par endroits, on distingue déjà la vingtaine d'éoliennes construites par EDF à une dizaine de kilomètres de là. Leurs pales culminent à 140 mètres de hauteur. Deux fois plus proches, celles d'Engie s'élèveront à 225 mètres. Mais l'impact redouté n'est pas seulement visuel. « Quand on pense que la règle à l'approche d'un éléphant, c'est d'éteindre ton moteur... Un diesel, c'est un marteau piqueur pour eux, ça les rend fous... », soupire Tim Eachus. Bientôt, assure le guide, « toute la partie sud du parc va mourir parce que les éléphants ne viendront plus. S'ils ne peuvent plus s'entendre, ils iront plus loin ».

Spécialiste de la communication des éléphants à l'université de Vienne, Angela Stöger-Horwath partage ses inquiétudes. « Les éléphants pourraient être plus stressés, devenir plus agressifs, avoir du mal à trouver des partenaires ou à se coordonner », estime la chercheuse, qui étudie les quelque 600 éléphants d'Addo depuis 2011. Les pachydermes communiquent surtout par infrasons en émettant des grondements sourds sur plusieurs kilomètres. Les éoliennes émettent le même genre de sons. Mais aucune étude ne permet de confirmer ces craintes à ce stade.

« La partie sud du parc d'Addo va mourir, car les éléphants ne viendront plus »

TIM EACHUS
guide

Engie rappelle qu'elle « a le droit de développer un parc éolien » à cet endroit puisqu'une étude d'impact environnemental et social a été validée par le gouvernement sud-africain. Le collectif Indalo et la Wilderness Foundation Africa, une association sud-africaine de protection de la vie sauvage, ont fait appel de l'autorisation accordée par le ministère de l'environnement : la requête a été rejetée en septembre 2022.

Le ministère souligne que la contribution des éoliennes à la lutte contre le changement climatique compense les impacts potentiellement négatifs du projet, jugés tolérables. Et surtout que l'autorité sud-africaine chargée de la gestion des parcs naturels publics, South African National Parks (SANParks), ne s'est pas formellement opposée au projet.

Pourtant, en septembre 2020, un haut responsable de SANParks détaillait les inquiétudes de l'institution sur plus de dix pages. Dans son courrier, Property Mokoena, alors responsable des parcs naturels au sein de l'autorité, aborde les conséquences potentielles sur le tourisme et les éléphants. Il s'étonne qu'à aucun moment l'étude d'impact ne mentionne qu'une partie du projet empiète sur une zone tampon destinée à la préservation de la biodiversité autour du parc. Il évoque aussi une « menace constante pour les pilotes » chargés de la surveillance aérienne d'Addo, expliquant que les avions légers affectés à la lutte contre le braconnage pourraient être déstabilisés par des turbulences créées par les éoliennes.

Pourquoi l'autorité n'a-t-elle pas fait appel de l'autorisation accordée au projet ? SANParks refuse de

communiquer sur le sujet, mais plusieurs sources évoquent une institution désordonnée et pas vraiment indépendante. « Parfois, il y a des conflits au sein du gouvernement et quand ça se produit, le plus faible s'incline. SANParks se pliera aux désirs du ministère de l'énergie et des ressources minières », analyse Graham Kerley, professeur de zoologie à l'université Nelson-Mandela, à Port Elizabeth, qui a siégé à deux reprises au conseil d'administration de l'autorité.

« Certains impacts sous-estimés »

Le professeur estime que « certains des impacts ont été sérieusement sous-estimés » et craint que la conservation ne soit sacrifiée sur l'autel de la crise énergétique. « Nous le saurons quand il sera trop tard », regrette-t-il. Engie, elle, se dit « pleinement engagée dans la protection de la biodiversité » et défend l'intégrité de l'étude d'impact, qu'elle assure avoir été « minutieusement compilée ». Du côté du collectif Indalo, on s'étonne toutefois que les conséquences sur le tourisme n'aient pas fait l'objet d'une étude détaillée.

La question est évacuée sur à peine plus d'une demi-page d'un rapport en comptant plus de 140 consacrées à l'impact socioéconomique du projet. Les conséquences anticipées sur le tourisme, si elles devaient se manifester, seraient « de faible importance », tranche l'auteur sans argumenter. Plus loin, il soutient que « les parcs éoliens peuvent être présentés comme des attractions touristiques au profit du secteur ».

En 2022, l'université sud-africaine du Nord-Ouest a étudié plus en détail les conséquences potentielles du développement de cinq parcs éoliens, dont celui d'Engie, dans la région. Elle estime qu'ils pourraient entraîner une baisse du tourisme international de 15 %, dans le meilleur des cas, et jusqu'à 35 % dans le pire des scénarios. Entre 3 000 et 13 000 emplois pourraient être menacés. « Imaginons que l'on perde 30 % de notre business. Qu'est-ce que l'on fait ? On licencie ou l'on diminue nos efforts pour protéger les rhinocéros ? », se

demande John O'Brien, écologue chargé de la conservation au sein de la réserve de Shamwari.

A quelques kilomètres de Lalibela, la réserve qui a perdu trois rhinocéros début mars, Seven Fountains est l'un de ces villages qui vivent essentiellement du tourisme. « Ici, les gens travaillent dans les fermes ou dans les réserves », confirme Siyabonga Bashe, patron d'une petite taverne. Lui aussi a vu arriver les premiers projets éoliens il y a une décennie. « Au début, on s'est dit qu'il y aurait plus de travail et moins de coupures de courant. Mais une fois que le gros œuvre a été fini, il n'y a plus eu de boulot. En revanche, on a toujours des coupures d'électricité », constate-t-il.

A Seven Fountains, Lalibela soutient la communauté par diverses initiatives. Responsable des programmes sociaux, Charmain Gradwell est devenue un pilier du village. Un de ses protégés, Sabatha Teyise, vient d'intégrer l'unité anti-braconnage de la réserve. Associer les villages qui entourent les réserves à la conservation grâce à des rangers comme lui est un rouage essentiel de la lutte contre le braconnage. « Il faut que les gens comprennent que s'ils donnent des informations aux braconniers, ils anéantissent le futur. Il n'y aura plus de travail ici s'il n'y a plus de rhinocéros », explique le jeune homme de 23 ans.

Un mois après le meurtre des trois rhinocéros, l'un des braconniers a été arrêté par l'unité dont Sabatha arbore fièrement les couleurs, alors qu'il tentait de récidiver. A 30 kilomètres de là, le projet d'Engie aux portes du parc national des éléphants d'Addo est en suspens. Le réseau électrique de la province est saturé. Impossible pour le moment d'y injecter plus d'énergie. Mais, précise l'entreprise française, « Eskom [la compagnie publique d'électricité sud-africaine] et le gouvernement sud-africain travaillent à augmenter la capacité du réseau ».

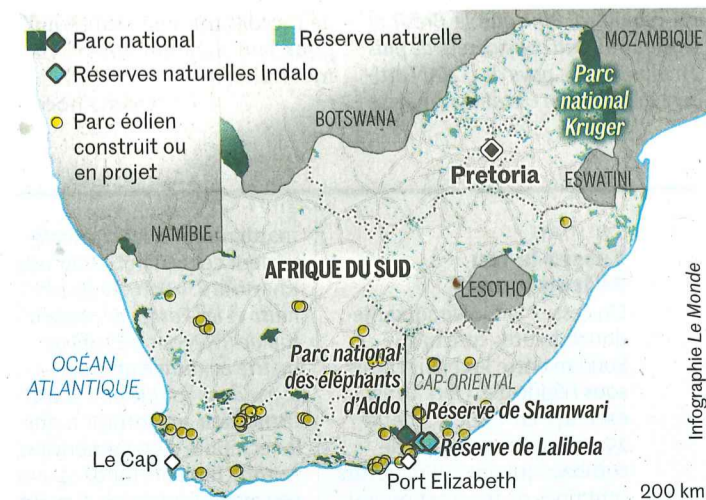
MATHILDE BOUSSON

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus



Champ éolien de Grassridge, visible depuis le parc national des éléphants d'Addo, le 4 avril. MICHELE SPATARI/AFP



Infographie Le Monde

Sources : Department of Forestry, Fisheries and the Environment ; IPP Projects